

L'Adresse—M. Trudeau

par une guerre d'usure. D'après les calculs que j'ai lus dans le *Financial Times*, on réaliserait ainsi une économie d'environ 1,200 millions de dollars. Je ne sais pas très bien comment il réussirait à faire fonctionner le gouvernement en faisant une guerre d'usure pendant trois ans en éliminant 60,000 employés de la Fonction publique, parce que ceux que les mesures de harcèlement font démissionner ne sont pas toujours ceux que l'on voudrait perdre, et ceux qui restent ne sont pas forcément ceux qu'on ne devrait pas renvoyer. C'est un procédé facile et sans douleur. C'est un peu comme la méthode qu'il adopte à l'égard des premiers ministres provinciaux. Il n'y aurait pas d'affrontement avec la Fonction publique. Il en réduirait l'effectif en laissant partir les employés. Est-ce que cela demande beaucoup de courage et d'aptitude à l'organisation?

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: En contre-partie de services coûtant environ \$5,300 millions, il y aura une économie estimée à environ 1.5 milliard. Je réponds tout simplement que les conservateurs rouges sont aussi dans le rouge. C'est là qu'ils vont tout droit.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: J'aimerais parler d'inflation, parce que ces choses aussi sont matière à critiques et analyses. Les critiques on nous les a servies, mais pas les analyses. Les conservateurs ne nous ont pas exposé leur politique sur les sujets que je vais aborder. Mais voyons d'abord les faits. Nous savons que depuis deux mois le taux d'inflation diminue lentement. Nous savons également que d'août à septembre l'inflation a été stoppée. D'accord il ne s'agit pas d'une victoire définitive, mais nous allons poursuivre la lutte de la façon que je vais indiquer.

Pour faire une mise au point sur le niveau de vie et le coût de la vie, voyons certains chiffres publiés par l'Organisation de Coopération et de Développement économiques. Le niveau de vie s'exprime en termes de pouvoir d'achat réel disponible. En 1968, nous venions au deuxième rang, tout de suite après les États-Unis. Leur chiffre était de \$4,679, le nôtre de \$3,516. Huit ans après, dernière année pour lesquelles nous disposions de statistiques, nous sommes encore deuxième. Je parle de dollars constants, de dollars canadiens ramenés à la base 1971 bien sûr. En 1976, les chiffres étaient de \$4,258 pour les États-Unis et de \$4,082 pour le Canada. Nous sommes donc encore au deuxième rang, loin devant la Suisse, les Pays-Bas, l'Allemagne, la Norvège, le Japon, l'Italie, mais peut-être pas devant le Koweït. Je n'en suis pas certain, je n'ai pas de chiffres pour le Koweït. Mais s'il s'agit de pouvoir d'achat réel disponible, nous sommes sans doute loin devant le Koweït. Ce que nous payons disons \$50 ici se vend peut-être \$300 dans ce pays. A part l'émir lui-même, ses habitants auront assez de mal à conserver leur pouvoir d'achat.

Les États-Unis viennent en tête de liste pour l'indice du coût de la vie. Si l'on prend 100 comme base pour ce pays et que l'on compare le coût de la vie des divers pays par rapport à celui des États-Unis, pour n'importe laquelle des années 1968, 1970, 1974, 1976 ou 1978, le Canada est encore dans le petit peloton de tête. Prenons les deux années qui ont déjà été prises comme référence. En 1968, nous étions au second rang. Aux États-Unis l'indice du coût de la vie était de 100 et au Canada de 101. En 1978, dix ans plus tard, aux États-Unis il est de 100 et au Canada de 102. Nous sommes toujours au second rang et nous nous plaçons bien en tête de la France, de l'Allemagne, de la Suisse et du Japon. L'indice du Japon est de

165 comparé à nos 102. Bien que les chiffres relatifs à l'inflation soient peu favorables, nous préférons avoir un taux d'inflation moins élevé; à la suite de ces années d'inflation, on voit que le Canada s'en est tiré beaucoup mieux que la plupart des autres pays industrialisés.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: J'aimerais citer un autre indice à la Chambre. Lorsque l'on compare les prix de l'alimentation calculés en dollars américains courants pour un même panier de produits alimentaires, selon les attachés agricoles américains en poste dans le monde entier, ce panier étant le même en Australie, au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et ailleurs, et le Canada vient au second rang, au Canada nous payons en effet ce panier \$19. Il y a un pays qui nous dépasse de un cent, c'est l'Australie, où le panier coûte \$18.99. En ce qui concerne les prix de l'alimentation, viennent après nous les États-Unis, le Royaume-Uni et ensuite l'Allemagne, la Suède, le Danemark, le Japon et tous les autres. Ainsi, en ce qui concerne l'alimentation, nous nous plaçons également en tête.

Enfin j'aimerais parler d'un autre indice, celui du revenu personnel réel disponible.

Des voix: Oh, oh!

M. Trudeau: Je sais que ces chiffres sont ennuyeux mais je pense qu'il y a lieu de les citer pour éclairer la lanterne de l'opposition.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Puisque notre grand concurrent dans bon nombre de ces secteurs, ce sont les États-Unis, j'ai établi la comparaison entre les augmentations enregistrées, en dix ans, au Canada et chez nos voisins. Ainsi en prenant pour base 100 en 1968, on trouve que le revenu réel disponible par habitant est passé au Canada de 100 à 151.90. Le revenu réel personnel disponible par Canadien a donc augmenté. Je rappelle que ce revenu correspond à la somme des gains bruts et de tous les autres transferts moins toutes les déductions fiscales. Le revenu réel disponible par habitant a donc connu une augmentation de 50 p. 100. Aux États-Unis, il est passé de \$100 à \$124. Dans ce cas encore nous sommes en avance sur tous les autres pays et notre position dans le domaine de la richesse réelle est très satisfaisante.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Le recensement et les études de Statistique Canada font mention d'autres secteurs. Je vais en prendre quelques-uns pour vous montrer qu'au cours des dix dernières années notre pays est loin de s'être appauvri. Jetons un coup d'œil à quelques-uns de ces indices, d'abord en ce qui a trait aux dépenses des particuliers pour l'achat de biens et de services.

● (1642)

Dans le cas de la nourriture, des boissons et du tabac, nos dépenses pour ces articles, par rapport à nos dépenses totales, ont diminué, passant de 21 à 19 p. 100. Dans le cas du loyer, nos dépenses sont passées de 19 à 17 p. 100. Le pourcentage a augmenté en ce qui concerne les loisirs et les divertissements, l'éducation et la culture.